

Pour une FRANCE et une EUROPE actives pour la réduction des dépenses militaires, l'interdiction du commerce des armes et la reconversion des industries d'armement

Situation

Chimère d'une sécurité fondée sur la capacité à détruire et instrument de domination, les dépenses militaires sont un énorme gâchis au regard des immenses besoins de l'humanité et des défis à affronter pour préserver la diversité du vivant et l'environnement.

Depuis des millénaires, l'idée que la sécurité est fondée sur l'accumulation des armes n'a entraîné que guerres et destructions et un énorme gâchis des moyens : course aux armements, « secret défense » sur des technologies utiles au civil, gouffre économique.

Les dépenses militaires augmentent à nouveau depuis le 11 septembre 2001 : 1118 milliards de dollars en 2005, 1630 milliards de dollars en 2010 dans le monde contre 850 milliards en 2002 (soit : + 92 % en 9 ans) !

Par comparaison, en 2010, le montant de l'aide au développement n'a été que de 128,7 milliards de dollars soit 0.32 % du revenu national cumulé des pays développés.

En France, le budget militaire augmente chaque année, c'est le 2ème budget de la nation avec 39 milliards d'Euros. Les opérations extérieures, essentiellement 4000 hommes en Afghanistan et 1300 en Libye (voir fiche 7), y ont ajouté un surcoût de 1,2 Md d'euros en 2011.

Alors que la moyenne européenne des dépenses militaires est à 1,7 % du PIB, celles de la France se situent à 2,6 %.

Dans le même temps, le gouvernement réduit les moyens de la santé, de l'éducation, de la culture ou du logement, produisant une insécurité sociale croissante.

N'est-ce pas l'accumulation des armes qui facilite le recours à la violence et à la guerre ?

La mondialisation des économies a entraîné la banalisation de la marchandise « armements » et le développement du mercenariat.

La France est le 5ème exportateur d'armes au monde (le 3ème par habitant) ; 500 000 personnes meurent chaque année d'une arme à feu dite « légère » !

Propositions

Pour le Mouvement de la Paix, il faut réorienter les budgets militaires vers le développement. Les maux de l'humanité ne peuvent être combattus par les armes, ils en sont au contraire aggravés. C'est d'un avenir de paix, de justice et de développement dont nous avons tous besoin.

Cette sécurité humaine implique qu'on ne détourne pas d'immenses moyens vers la destruction.

Le Mouvement de la Paix se prononce pour le gel des crédits destinés aux nouveaux programmes d'armement et met en débat la réduction de 50% des budgets militaires dans les dix ans à venir (1,8 milliards d'euros + 1,2 milliards d'économie sur les Opex, ce qui donne 3 milliards qui peuvent être ajoutés dès 2013 aux budgets sociaux, éducatifs, solidaires et environnementaux). Montant auquel il faut ajouter 1,8 milliards d'économie supplémentaire chaque année suivante. Résultat : 10,2 milliards d'économie au budget 2017 et 10,2 milliards au budget 2022.

Les armes ne sont pas des marchandises comme les autres. La France, ses entreprises et leurs salariés ont bien d'autres atouts à offrir au monde que des armes.

Le Mouvement de la Paix participe aux campagnes pour interdire toutes les armes de destruction massive, les mines anti-personnels, les armes à sous munitions, les armes à Uranium appauvri.

Il promeut la limitation et le contrôle strict du transfert des armements en vue de son interdiction complète au sein de la Campagne de contrôle international du commerce des armes. Il s'oppose aux Salons de l'armement et en particulier le Salon bisannuel EuroSatory en région parisienne.

La France doit ratifier tous les traités et protocoles d'interdiction existants et en promouvoir de nouveaux pour les armes non encore concernées, en particulier l'arme nucléaire.

L'accumulation des armements de toutes générations est telle que cela crée un nouveau besoin social et économique : une industrie du désarmement, du démantèlement, de la reconversion civile, peut et doit se développer.

Reconversion, diversification, création d'activités pour des productions pacifiques, les possibilités sont multiples pour diminuer la production d'armes, reconvertir avec la contribution des salariés et pour avancer vers le désarmement.